

BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION AFRIQUE 2019

PERCEPTIONS ET EXPÉRIENCES DE LA CORRUPTION PAR LES CITOYENS



Transparency International est un mouvement mondial animé par une vision commune : assurer l'avènement d'un monde dans lequel les États, les entreprises, la société civile et les individus dans leur quotidien sont exempts de corruption. Grâce à plus de 100 sections à travers le monde et à un secrétariat international à Berlin, nous menons la lutte contre la corruption, afin de faire de cette vision une réalité.

www.transparency.org

Afrobaromètre

Afrobaromètre dirige un réseau de recherche panafricain et non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique.

Ces enquêtes sont effectuées par environ 35 partenaires présents dans les pays sondés. La coordination régionale est assurée par le Center for Democratic Development au Ghana (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institute for Development Studies de l'université de Nairobi au Kenya. L'université d'État du Michigan (MSU) et l'université du Cap (UCT) apportent leur soutien technique au réseau.

Les publications relatives aux sept séries d'enquêtes menées par Afrobaromètre dans jusqu'à 38 pays (de 1999 à 2018) sont accessibles à l'adresse suivante : www.afrobarometer.org.

Pour examiner les réponses données pour une question tirée d'une série d'enquêtes, veuillez vous référer à l'outil d'analyse de données en ligne d'Afrobaromètre, accessible à l'adresse suivante : www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Auteurs : Coralie Pring, Jon Vrushu

Contributeurs : Afrobaromètre

Designer : Sophie Everett | sophieeverett.com.au

Image de couverture : Zhi Zulu | zhizulu.com

Toutes les dispositions ont été prises pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport. Toutes les informations étaient jugées correctes en juillet 2019. Néanmoins, Transparency International ne saurait être tenue responsable des conséquences de leur utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-124-2

2019 Transparency International. Sauf indication contraire, cette étude est publiée sous licence CC BY-ND 4.0 DE. Les citations sont autorisées. Pour toute demande relative aux œuvres dérivées, veuillez contacter Transparency International à l'adresse copyright@transparency.org.



BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION AFRIQUE 2019

SOMMAIRE

2 À 7

Résumé analytique

L'enquête
Principales conclusions
Recommandations

8 À 13

Quelle est l'opinion des citoyens africains sur les niveaux de corruption ?

La corruption en hausse
Le manque d'action de l'État
La corruption par institution

14 À 18

Quelles sont les retombées de la corruption sur les citoyens ?

La corruption et les pots-de-vin
Qui verse des pots-de-vin ?

18 À 21

Faire face à la corruption

Le rôle des citoyens dans la lutte contre la corruption
La dénonciation de la corruption
L'espace civique
La responsabilité des États

22

Conclusion

23

Notes méthodologiques

Afrobaromètre
Omega Research
Pondération

25 À 39

Fiches pays

40 À 42

Notes de fin

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La corruption entrave le développement économique, politique et social de l'Afrique. Elle représente un obstacle majeur à la croissance économique, à la bonne gouvernance et aux libertés fondamentales, comme la liberté d'expression ou le droit des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement.



photo : iStock.com / Joel Carillet



La corruption porte également atteinte au bien-être des individus, des familles et des communautés. Bien qu'elle varie considérablement selon les pays et les institutions publiques, elle porte préjudice à des centaines de millions de citoyens en réduisant leurs chances de vivre un avenir stable et prospère. Cette 10^e édition du *Baromètre mondial de la corruption – Afrique* montre que les citoyens africains font face à des problèmes de corruption complexes et multidimensionnels qui nécessitent d'adopter des changements fondamentaux et systémiques. Elle révèle que la plupart des Africains pensent que la corruption a augmenté dans leur pays, mais aussi que la majorité d'entre eux s'estiment capables, en tant que citoyens, de changer la donne dans la lutte contre la corruption. Les événements survenus récemment en Gambie démontrent que les citoyens peuvent jouer un rôle décisif pour faire bouger les lignes.

Les Gambiens ont réclamé un gouvernement plus intègre et forcé les dirigeants politiques à tenir compte de leurs revendications et à renforcer les systèmes de lutte contre la corruption. Depuis que le régime autocratique du président Jammeh a été renversé, l'opacité, la répression et la violation des droits fondamentaux qui ont marqué sa présidence semblent appartenir de plus en plus au passé. Des acteurs non africains favorisent aussi largement la corruption en Afrique ainsi que le détournement de ressources cruciales pour les services publics essentiels. Des entreprises étrangères continuent de verser des pots-de-vin à des fonctionnaires africains pour remporter indûment des appels d'offres et obtenir des marchés surfaturés ou peu fructueux. Or, lorsque les ressources nécessaires pour assurer des services essentiels tels que la santé et l'éducation sortent des pays à cause de la corruption, ce sont les citoyens ordinaires qui paient le plus lourd tribut.

L'enquête

Le *Baromètre mondial de la corruption – Afrique*, publié par Transparency International en partenariat avec Afrobaromètre, contient les données les plus complètes et les plus détaillées concernant l'opinion des citoyens sur la corruption et leur expérience directe de la pratique des pots-de-vin en Afrique. D'après un travail de terrain mené dans 34 pays de 2016 à 2018 par Afrobaromètre ainsi qu'une enquête réalisée par Omega Research, le Baromètre mondial de la corruption présente les points de vue de plus de 47 000 citoyens de 35 pays africains¹.

Les résultats montrent que **plus de la moitié des citoyens considèrent que la corruption s'aggrave dans leur pays et que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre ce problème.**

Le Baromètre révèle également que **plus d'une personne sur quatre a dû payer un pot-de-vin** pour accéder à des services publics tels que la santé et l'éducation **au cours de l'année précédente.** Dans les 35 pays sondés, **cela équivaut à environ 130 millions de citoyens**².

L'enquête montre aussi que les personnes les plus vulnérables sont les plus durement touchées

par la corruption. Par exemple, **les plus démunis sont deux fois plus susceptibles de devoir verser un pot-de-vin que les plus riches.** Lorsqu'elles doivent s'acquitter de pots-de-vin pour accéder à des services publics essentiels, les familles pauvres ont moins d'argent à consacrer aux besoins cruciaux tels que la nourriture, l'eau et les médicaments. Malgré tout cela, le Baromètre laisse entrevoir un changement positif en révélant que **plus de la moitié des Africains pensent que les citoyens peuvent contribuer à enrayer la corruption.**

PRINCIPALES CONCLUSIONS

01

La corruption augmente

Plus de la moitié (55 %) des citoyens considèrent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. Seuls 23 % pensent qu'elle a diminué.

02

La plupart des États ne s'impliquent pas assez

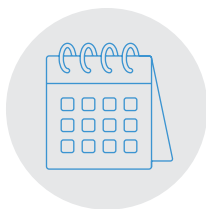
Seul un citoyen sur trois (34 %) pense que son gouvernement lutte efficacement contre la corruption, tandis que 59 % des sondés considèrent que les actions de l'État sont inefficaces.

03

L'intégrité des fonctionnaires reste fortement mise en doute

Parmi les principales institutions publiques, la police est vue comme la plus corrompue : 47 % des sondés estiment que les policiers sont majoritairement ou totalement corrompus. Cela étant, près de 4 citoyens sur 10 ont la même opinion sur les fonctionnaires d'État (39 %) et les parlementaires (36 %). Des résultats similaires avaient été obtenus lors de la dernière série d'enquêtes en 2015, où les citoyens considéraient aussi que la police était l'institution la plus corrompue.

À PROPOS DE L'ENQUÊTE



MENÉE DE

SEPT. 2016 À
SEPT. 2018

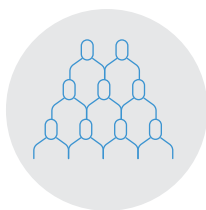


AFROBAROMÈTRE
ET OMEGA
RESEARCH

ONT ACCOMPLI
LE TRAVAIL
DE TERRAIN

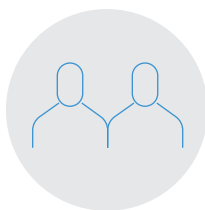


35
PAYS SONDÉS



+ DE 47 000

SONDÉS ÂGÉS
DE 18 ANS
ET PLUS



**ENTRETIENS
EN FACE À FACE**

ET ÉCHANTILLONS
REPRÉSENTATIFS
DU PAYS

04

Les demandes de pots-de-vin sont une pratique courante

Plus d'une personne sur quatre a dû verser un pot-de-vin pour accéder à des services publics tels que la santé et l'éducation au cours de l'année précédente. Au total, cela équivaut à environ 130 millions de personnes.

05

Les expériences liées aux pots-de-vin sont variables

Les hommes paient un peu plus de pots-de-vin que les femmes, les plus pauvres versent deux fois plus de pots-de-vin que les plus riches, et les jeunes de 18 à 34 ans paient aussi plus de pots-de-vin que les plus de 55 ans.

06

Malgré la crainte de représailles, les citoyens peuvent changer la donne

Deux tiers des citoyens craignent de subir des représailles s'ils dénoncent la corruption. Cela étant, plus de la moitié des sondés (53 %) pensent que les gens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption.

Recommandations

En Afrique, la corruption a des répercussions directes sur la vie des citoyens. Elle sape l'intégrité et l'efficacité des institutions et prive les États de recettes fiscales qui leur sont indispensables.

Malgré l'utilité des initiatives ciblant la corruption dans certaines institutions comme la police ou le Parlement, la lutte contre la corruption nécessite une approche globale et systémique, qui inclut de prendre des mesures en dehors du continent.

Afrique

Les gouvernements doivent tenir leurs engagements en matière de lutte contre la corruption, mais aussi :

- + Ratifier et appliquer la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, et rendre compte des mesures qui sont prises.
- + Enquêter, engager des poursuites et sanctionner les coupables pour tous les signalements de corruption dans les secteurs privé et public sans exception.
- + Élaborer des normes minimales et des lignes directrices pour une passation de marchés éthique ; instaurer de solides pratiques de passation de marché sur tout le continent au moyen d'actions de formation, de mesures de suivi et d'études.
- + Adopter des méthodes de commande publique ouverte pour rendre les données et les documents plus clairs et plus faciles à analyser et garantir la transparence des procédures de recrutement.

- + Créer des mécanismes pour recueillir les plaintes des citoyens et renforcer la protection des lanceurs d'alerte afin que les citoyens puissent signaler les cas de corruption sans crainte de représailles.
- + Permettre aux médias et à la société civile de demander des comptes aux gouvernements.
- + Promouvoir la transparence des financements des partis politiques.
- + Permettre la coopération transfrontalière pour lutter contre la corruption.

Tandis que les citoyens africains souffrent des conséquences de la corruption, des individus corrompus parviennent encore à se dissimuler derrière des sociétés anonymes et à cacher leurs biens mal-acquis à l'étranger. Ils achètent des propriétés, des voitures et d'autres biens luxueux avec des fonds publics et s'assurent un refuge pour eux-mêmes, leurs familles et leurs avoirs volés.

- + Les autorités nationales doivent créer des registres publics précisant les noms des détenteurs de sociétés-écrans, afin de pouvoir évaluer soigneusement les soumissionnaires dans le cadre des passations de marché public et d'éviter que ceux qui dissimulent leur identité profitent d'activités criminelles et continuent de camoufler l'argent qu'ils ont volé.
- + Les gouvernements africains doivent faire voter et appliquer des lois sur les avoirs volés, à savoir les produits de la corruption, du crime et du blanchiment d'argent.

International

Les gouvernements des grandes puissances économiques, notamment les pays du G20 et de l'OCDE, ainsi que les centres financiers offshore (paradis fiscaux) peuvent aussi contribuer à réduire la corruption en Afrique. Les autorités de ces pays doivent :

- + Créer des registres publics sous format ouvert où figurent des informations sur les propriétaires réels et naturels (bénéficiaires effectifs) des entreprises privées et des trusts.
- + Faire réellement respecter la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.
- + Appliquer véritablement les normes du Groupe d'action financière (GAFI) relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent pour empêcher que les produits de la corruption africaine soient blanchis dans leurs économies.
- + Instaurer des mesures fortes pour faire rapatrier les biens volés dans leur pays d'origine, notamment grâce à une prise en charge rapide des demandes d'assistance juridique, et établir des cadres juridiques pour que les organisations de la société civile et les victimes de la corruption puissent saisir un tribunal afin de recouvrer leurs avoirs.
- + S'assurer que les dirigeants et conseils d'administration des entreprises, y compris les multinationales présentes en Afrique, appliquent avec efficacité et transparence les plus hautes normes internationales de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.



“ Les Africains se sentent capables de changer le cours des choses. Les États doivent leur donner les moyens de le faire. Les dispositions de la Convention de l'Union africaine sur la liberté des médias et la société civile devraient être appliquées dans toute l'Afrique.

Paul Banoba
Conseiller régional pour l'Afrique, Transparency International

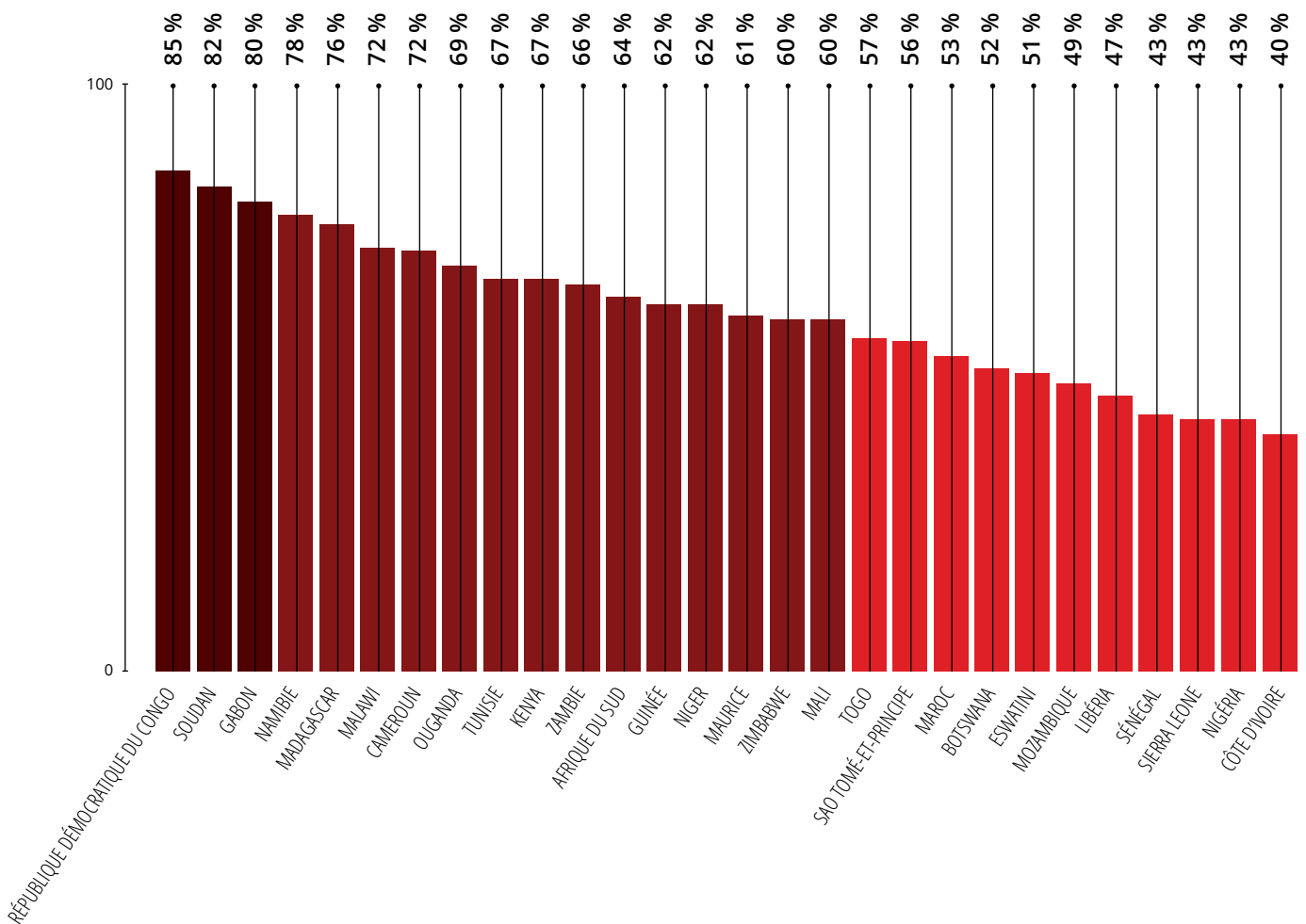


QUELLE EST L'OPINION DES CITOYENS AFRICAINS SUR LES NIVEAUX DE CORRUPTION ?

Pour connaître l'opinion des citoyens, nous leur avons demandé si la corruption est répandue dans leur pays, si elle augmente ou diminue et si leur gouvernement la combat efficacement. Voici les résultats de notre enquête.

RÉSULTATS PAR PAYS

Pourcentage de sondés qui pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois³



La corruption en hausse

La majorité des citoyens africains (55 %) pensent que la corruption a augmenté dans leur pays au cours des 12 derniers mois. Seuls 23 % d'entre eux considèrent qu'elle a baissé⁴.

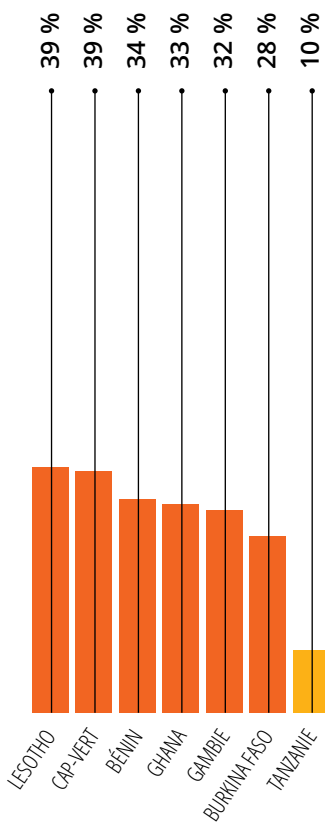
Dans 22 pays sur 35, la plupart des répondants estiment que la corruption a prospéré,


particulièrement en République démocratique du Congo (RDC) où 85 % des citoyens expriment cette opinion. De même, au Soudan et au Gabon, 8 citoyens sur 10 pensent que la corruption a augmenté (respectivement 83 % et 80 %). En revanche, au Burkina Faso et en Gambie, la moitié des citoyens environ considèrent que la corruption a diminué (respectivement 54 % et 46 %).

Regards sur le Soudan et la Gambie

Au Soudan, nous avons effectué notre enquête avant que le président Omar el-Bechir soit renversé par les forces armées en avril 2019. Des accusations de corruption ont depuis été portées contre lui, après que 113 millions de dollars US auraient été trouvés dans sa résidence. Des violations de droits humains seraient actuellement commises par l'armée, ce qui sape toute perspective de stabilité et de paix à court terme⁵.

En 2016, la Gambie a élu un nouveau président, Adama Barrow, qui a promis d'établir des droits politiques et civiques dans le pays après 22 ans de régime autoritaire⁶. Récemment, la réapparition de tensions ethniques suscite des inquiétudes quant à l'avenir du pays⁷.



55% 

DES SONDÉS PENSENT QUE LA CORRUPTION A AUGMENTÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

23% 

PENSENT QUE LA CORRUPTION A DIMINUÉ

16% 

PENSENT QUE LA CORRUPTION EST RESTÉE LA MÊME

Le manque d'action de l'État

Nous avons aussi demandé aux sondés ce qu'ils pensent des mesures prises par leur gouvernement pour lutter contre la corruption. Leurs réponses montrent clairement que les efforts déployés à ce jour ne suffisent pas.

La majorité des Africains (59 %) estiment que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre les risques liés à la corruption. Ce constat est encore plus marqué dans certains pays. Au Gabon, 87 % des citoyens pensent que leur gouvernement échoue à lutter

contre la corruption. Cette opinion est aussi répandue à Madagascar (83 %) et au Soudan (81 %). Inversement, 66 % des citoyens de la Sierra Leone et 61 % des habitants du Lesotho sont satisfaits des mesures prises par leur État.

Regards sur Madagascar et le Lesotho

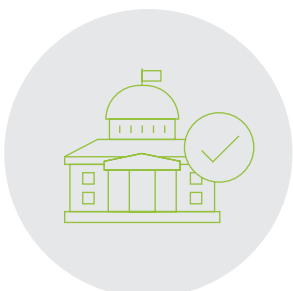
À Madagascar, en 2018, le président alors en exercice, Hery Rajaonarimampianina, a été fortement critiqué pour avoir tenté de modifier la loi électorale en sa faveur peu de temps avant une élection. Plus récemment, le bureau anti-corruption malgache a intenté une action en justice contre plus de la moitié des parlementaires du pays qu'il accuse d'avoir perçu des pots-de-vin⁸.

Au Lesotho, en 2016, le gouvernement a fait passer une loi qui interdit de soudoyer directement ou indirectement les agents de la fonction publique⁹. Depuis lors, le gouvernement a émis plusieurs déclarations confirmant son engagement à lutter contre la corruption. Malgré cela, l'impunité de certains fonctionnaires continue de poser problème et des voix s'élèvent pour que la société civile participe davantage aux décisions¹⁰.



59 %

PENSENT QUE LEUR GOUVERNEMENT NE LUTTE PAS EFFICACEMENT CONTRE LA CORRUPTION



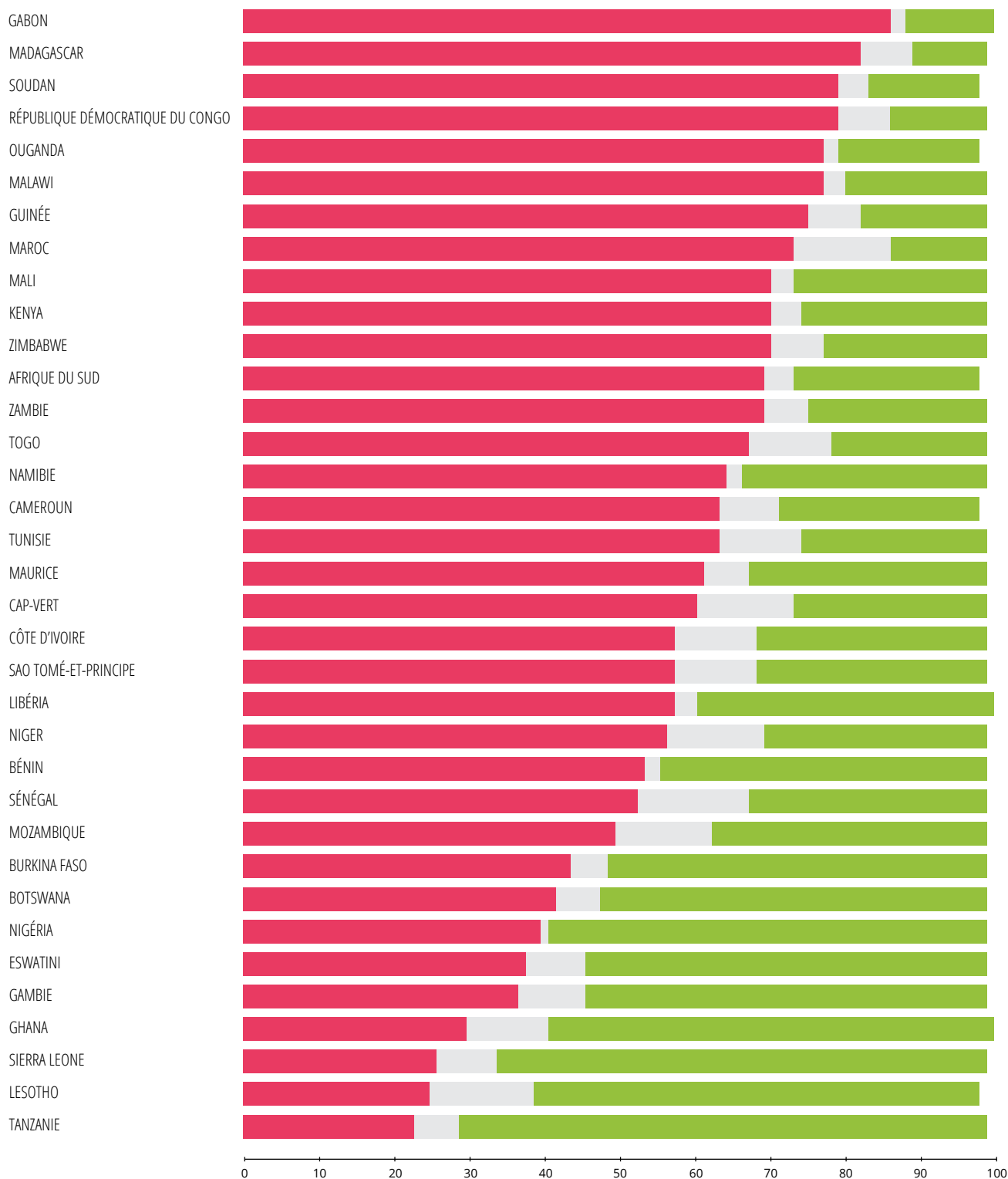
34 %

PENSENT QUE LEUR GOUVERNEMENT LUTTE EFFICACEMENT CONTRE LA CORRUPTION

RÉSULTATS PAR PAYS

● Inefficace ● Ne sait pas ● Efficace

Pourcentage de sondés qui pensent que leur gouvernement lutte de façon inefficace/efficace contre la corruption¹¹



La corruption par institution

Nous avons demandé aux sondés quel degré de corruption ils perçoivent dans les principales institutions de leur pays. Les résultats montrent qu'ils sont nombreux à considérer que les forces de police, les fonctionnaires d'État, les politiciens et d'autres sont fortement corrompus.

Résultats par institution

Les citoyens voient la police comme l'institution publique la plus corrompue : près de la moitié (47 %) estiment que les

policiers sont majoritairement ou totalement corrompus. Ces résultats sont similaires à ceux de la précédente série d'enquêtes menée en 2015. La confiance des citoyens dans la police doit donc encore être renforcée.

Bon nombre des Africains considèrent aussi que les fonctionnaires d'État et les parlementaires sont majoritairement ou totalement corrompus (respectivement 39 % et 36 %).

Les citoyens portent un regard moins critique sur les chefs religieux, les chefs traditionnels et les ONG, bien qu'une partie d'entre eux pensent que la corruption existe aussi parmi

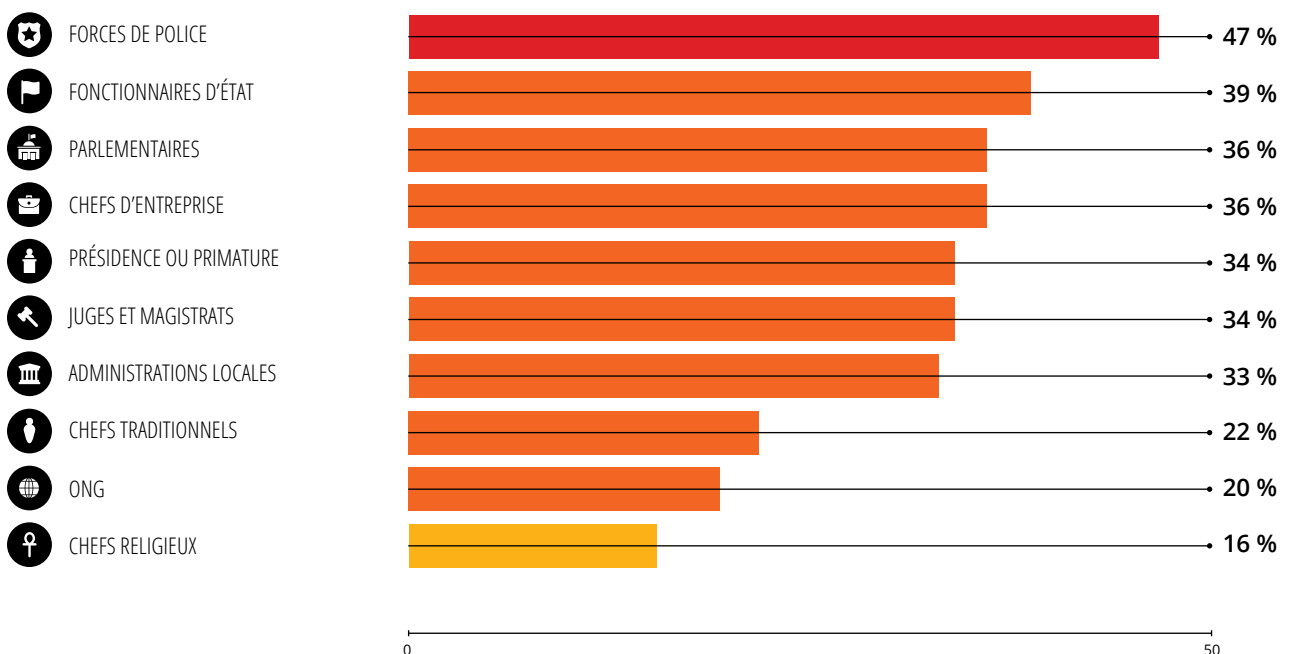
ces groupes (respectivement, 16 %, 22 % et 20 %).

La corruption dans la police

En RDC, 81 % des citoyens pensent que la police est corrompue. Les citoyens du Gabon (75 %) et de l'Ouganda (70 %) expriment la même opinion. En revanche, la police est jugée beaucoup plus intègre à Maurice, en Tunisie et au Cap-Vert, où moins d'un quart des citoyens considèrent que les policiers sont majoritairement ou totalement corrompus (respectivement, 19 %, 23 % et 23 %).

RÉSULTATS PAR INSTITUTION

Pourcentage de sondés qui pensent que les institutions ou groupes ci-dessous sont majoritairement ou totalement corrompus¹²



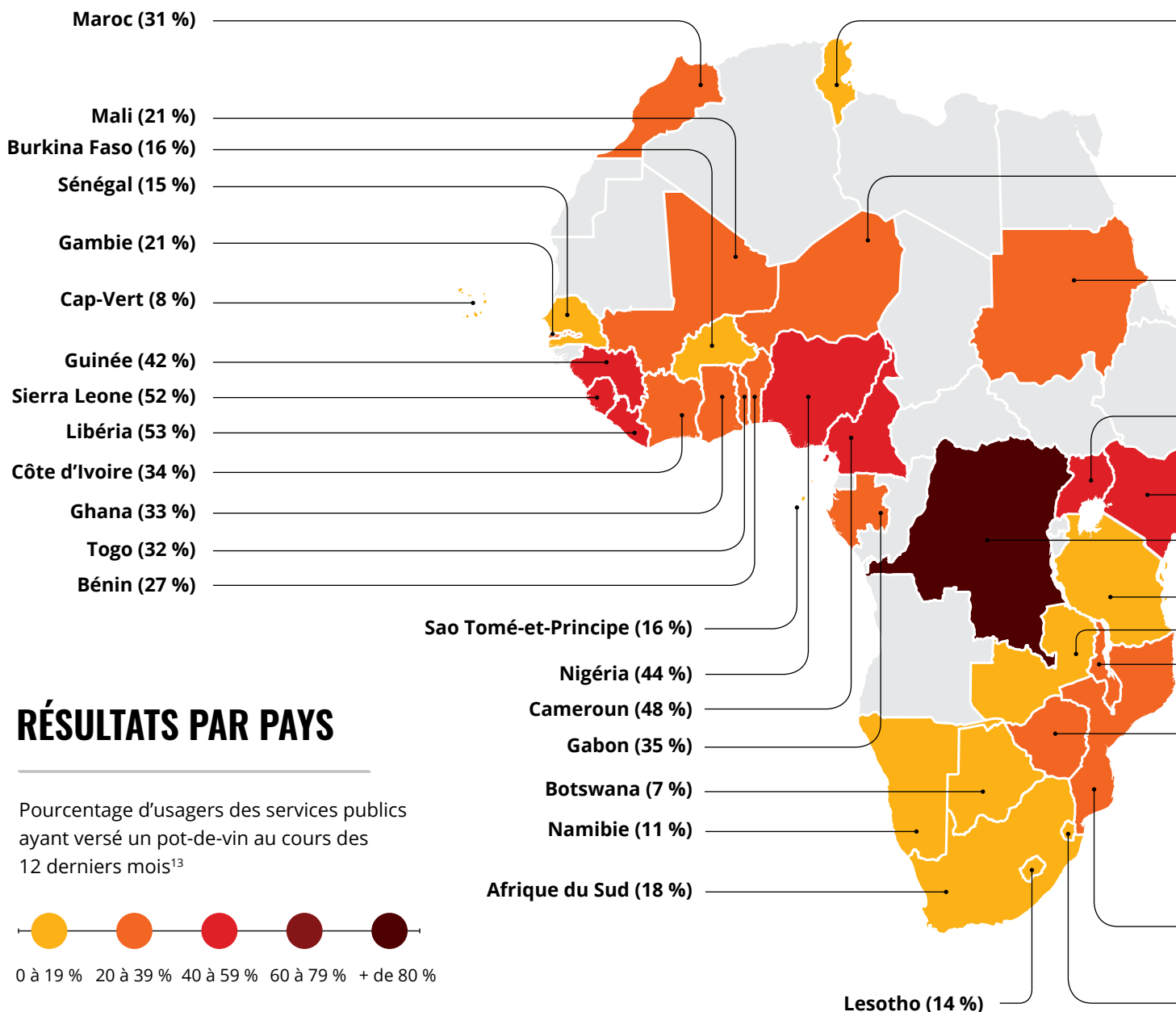


“ La corruption du secteur public ne se produit pas en vase clos. La corruption étrangère et le blanchiment d’argent privent les services publics de ressources qui leur sont essentielles, et ce sont les citoyens ordinaires qui paient le plus lourd tribut.

Delia Ferreira Rubio
Présidente de Transparency International

QUELLES SONT LES RETOMBÉES DE LA CORRUPTION SUR LES CITOYENS ?

Afin de mieux comprendre ce que vivent les citoyens au quotidien, nous leur avons demandé s'ils doivent verser des pots-de-vin pour obtenir des services de base tels que la santé ou l'éducation. Nous avons constaté que leurs expériences varient et que certains services parviennent mieux que d'autres à limiter la corruption.



La corruption et les pots-de-vin

Nous avons demandé aux sondés s'ils avaient utilisé cinq des principaux services publics (la police, la santé, l'éducation, l'état civil et les services collectifs) dans leur pays au cours des 12 derniers mois. Nous leur avons ensuite demandé s'ils avaient dû verser un pot-de-vin, offrir un cadeau ou rendre un service en échange des services dont ils avaient besoin.

85 % des sondés avaient été en contact avec au moins un service public au cours de l'année précédente.

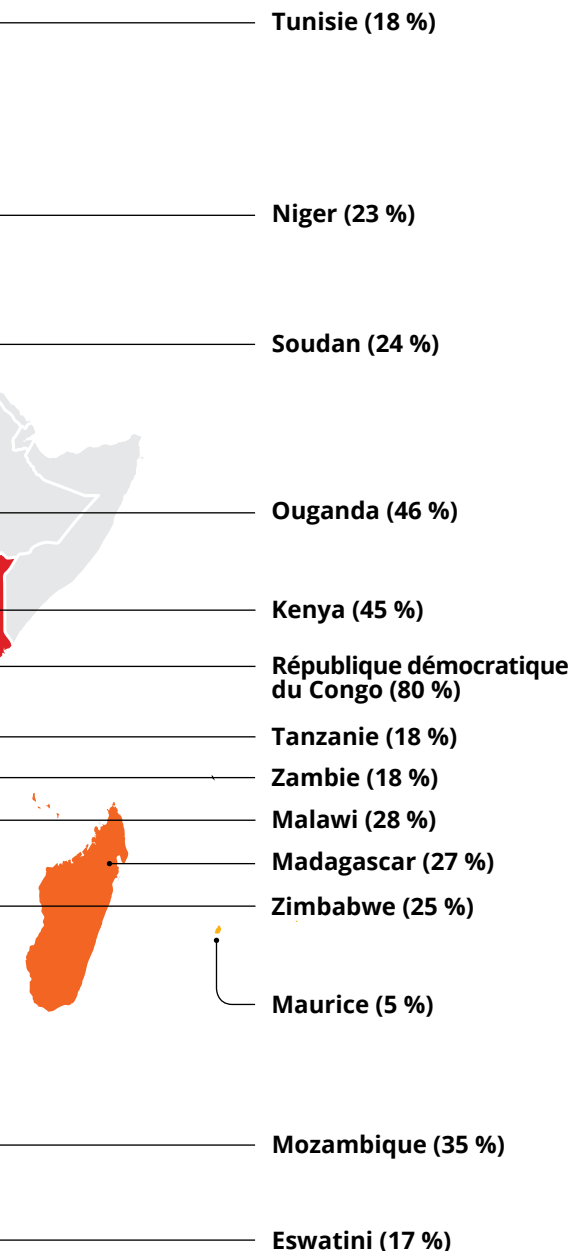
Parmi ces personnes, plus d'une sur quatre (28 %) avait payé un pot-de-vin pour obtenir des services de base tels que la santé ou l'éducation¹⁴.

Dans les 35 pays sondés, environ 130 millions de citoyens avaient ainsi dû s'acquitter d'un pot-de-vin dans les 12 derniers mois¹⁵.

La RDC est le plus pays le plus concerné par les pots-

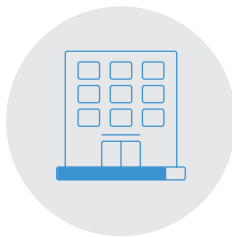
de-vin (80 %), suivi par le Libéria (53 %), la Sierra Leone (52 %), le Cameroun (48 %) et l'Ouganda (46 %).

Maurice reste le pays où l'on verse le moins de pots-de-vin (5 %), avant le Botswana (7 %), le Cap-Vert (8 %), la Namibie (11 %) et le Lesotho (14 %). Toutefois, même dans ces pays, les gouvernements pourraient en faire plus pour mettre un terme aux pots-de-vin dans les services publics.



Regards sur la République démocratique du Congo

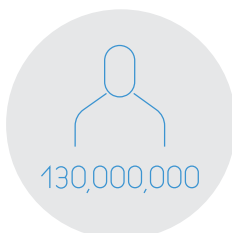
La RDC est l'un des pays les plus pauvres au monde, alors même qu'elle détient une quantité incomparable de richesses naturelles, particulièrement dans ses gisements de pétrole, de gaz et de minerais. Son développement est considérablement freiné par l'insécurité, les conflits et la mauvaise gestion des ressources naturelles. Les services publics sont exsangues, sous-dotés et mal administrés, ce qui complique fortement la lutte contre la corruption.



85 % DES SONDES AVAIENT ÉTÉ EN CONTACT AVEC AU MOINS UN SERVICE PUBLIC AU COURS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.



Parmi eux, plus d'une personne sur quatre avait dû verser un pot-de-vin.



AU TOTAL, CELA ÉQUIVAUT À ENVIRON 130 MILLIONS DE PERSONNES.

Résultats par service

La police apparaît comme le service public le plus susceptible d'exiger et de percevoir des pots-de-vin, ce qui rejoint les opinions exprimées par les citoyens qui estiment que la police est l'institution la plus corrompue en Afrique. Les hôpitaux et centres de santé publics, en revanche, sont peu concernés par la pratique des

pots-de-vin. Néanmoins, 14 % des personnes qui ont eu besoin de services médicaux au cours des 12 derniers mois ont dû verser un pot-de-vin pour y avoir droit. Bien que la santé soit généralement moins touchée que d'autres services, la pratique des pots-de-vin pour accéder aux soins de santé reste courante dans certains pays. Par exemple, en Sierra Leone, 50 % des citoyens ont dû

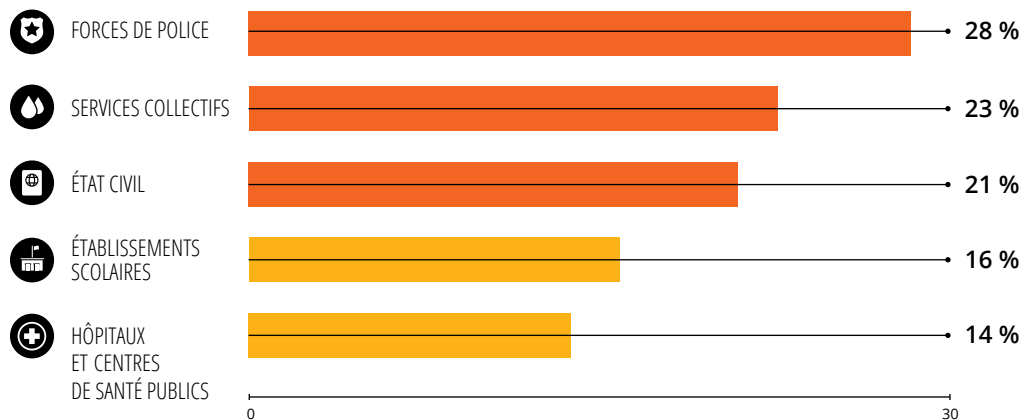
s'acquitter d'un pot-de-vin pour recevoir des soins médicaux. Viennent ensuite la RDC et le Libéria (43 % dans les deux cas). En comparaison, au Botswana, 1 % seulement des citoyens ont dû verser un pot-de-vin au cours de leurs échanges avec des hôpitaux et centres de santé publics. Maurice (2 %) et l'Eswatini (anciennement le Swaziland) (3 %) sont également peu touchés par cette pratique.

Regards sur la Sierra Leone et le Libéria

En Sierra Leone comme au Libéria, des enquêtes ont mis au jour le détournement d'importantes sommes issues des dons versés pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en 2014. Un audit sur les dépenses effectuées par la Croix-Rouge au Libéria a constaté que la fraude et les salaires de « travailleurs fantômes » représentaient une perte de 2,7 millions de dollars US. En Sierra Leone, des travailleurs de la Croix-Rouge sont soupçonnés de s'être entendus avec des employés bancaires pour subtiliser 2 millions de dollars US. La corruption qui touche les fonds d'aide d'urgence nuit directement aux populations qui en ont le plus besoin¹⁶. Comme de nouveaux cas d'Ebola apparaissent aujourd'hui en RDC, on peut redouter d'autres détournements destinés à sauver des vies.

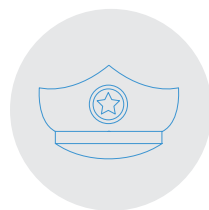
RÉSULTATS PAR SERVICE

Pourcentage de personnes ayant versé un pot-de-vin pour accéder à ces services au cours des 12 derniers mois¹⁷



REGARDS SUR LA POLICE

Pourcentage de personnes ayant versé un pot-de-vin pour obtenir des services de la police au cours des 12 derniers mois



28 %

LES PLUS ÉLEVÉS

75 %

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

61 %

GUINÉE

52 %

BÉNIN

LES MOINS ÉLEVÉS

3 %

CAP-VERT

5 %

MAURICE

7 %

BOTSWANA

Qui verse des pots-de-vin ?¹⁸

Notre analyse a cherché à déterminer quels usagers des services publics doivent le plus verser des pots-de-vin pour obtenir des services de base. Les conclusions montrent que même si certains sont plus concernés que d'autres, la corruption reste un obstacle fréquent pour accéder à ces services.

Résultats par sexe

Les hommes qui ont eu accès à des services de base au cours des 12 derniers mois ont payé légèrement plus de pots-de-vin que les femmes. Cela peut s'expliquer par le fait que les hommes sont traditionnellement responsables des finances familiales, voire qu'il leur incombe de verser le pot-de-vin pour que leur famille puisse accéder à ces services.

Toutefois, l'enquête montre que la corruption touche également beaucoup de femmes, ce qui pèse sans doute lourdement sur les budgets des familles. Les mesures de lutte contre la corruption doivent chercher à soutenir toutes les victimes, quel que soit leur sexe, notamment en instaurant des mécanismes de signalement sans risque qui permettent d'enregistrer et de traiter sérieusement les plaintes.

HOMMES

32 %

FEMMES

25 %

Résultats par niveau de pauvreté

Les citoyens pauvres sont nettement plus vulnérables face à la corruption que les citoyens aisés. Nous avons constaté que près de deux personnes sur cinq parmi les populations pauvres du continent africain versent des pots-de-vin pour

accéder aux services publics, contre seulement une personne sur cinq parmi les populations riches¹⁹. Ce résultat montre que les personnes défavorisées peuvent moins tenir tête aux fonctionnaires corrompus. Les personnes fortunées ont souvent d'autres possibilités, dont le recours aux services du secteur privé.

TRÈS PAUVRES

36 %

MODÉRÉMENT PAUVRES

31 %

MODÉRÉMENT AISÉS

25 %

TRÈS RICHES

19 %

Résultats par âge

Les jeunes de 18 à 34 ans sont plus susceptibles de devoir verser des pots-de-vin que les plus de 55 ans. Pour obtenir des services de base, près d'un jeune sur trois a dû payer un pot-de-vin, contre une personne sur cinq chez les plus de 55 ans. D'autres études devront être

réalisées pour comprendre si les personnes plus âgées reçoivent moins de demandes de pots-de-vin ou si elles les refusent davantage.

18 À 34 ANS

32 %

35 À 54 ANS

27 %

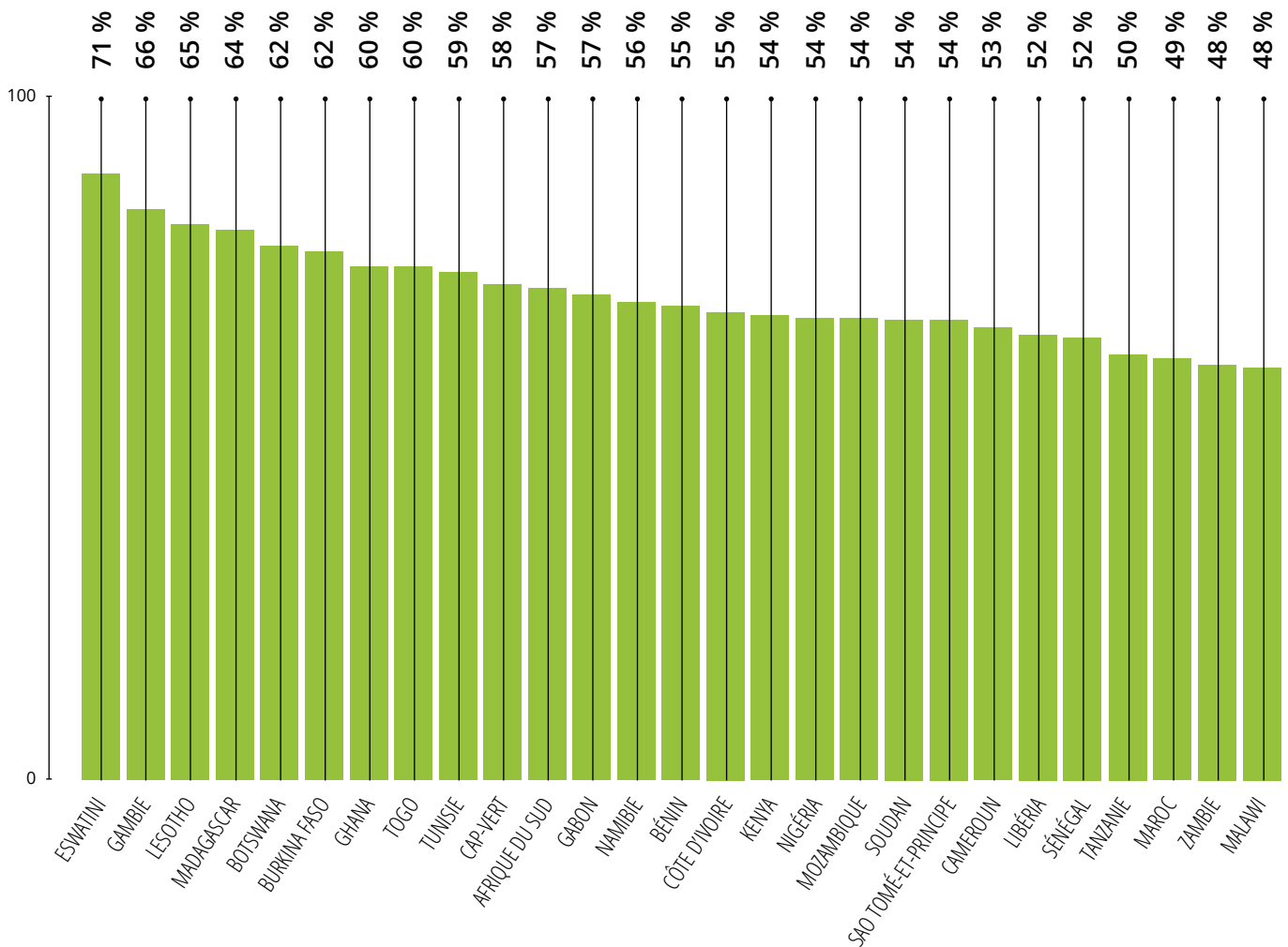
PLUS DE 55 ANS

18 %

FAIRE FACE À LA CORRUPTION

Plusieurs conditions sont nécessaires pour parvenir à enrayer la corruption. Les personnes doivent pouvoir dénoncer la corruption sans risque, les sanctions doivent être justes, les ONG doivent pouvoir travailler librement et les citoyens doivent être en capacité de demander des comptes à leur gouvernement.

Notre enquête montre que bon nombre des citoyens sont prêts et déterminés à faire face à la corruption même si toutes les conditions peinent à être réunies.



Le rôle des citoyens dans la lutte contre la corruption

Malgré les craintes de représailles et d'inaction, les citoyens sont optimistes. Ils sont 53 % à penser que les gens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption.

Les espoirs sont particulièrement forts en Eswatini, en Gambie et au Lesotho, où 65 % à 71 % des

citoyens estiment que leur voix compte.

En revanche, au Niger (26 %), en RDC (32 %) et en Sierra Leone (39 %), nettement moins de citoyens se sentent capables de faire changer les choses. Les gouvernements de ces pays doivent donc chercher davantage à mobiliser les citoyens et leur montrer que leurs actions entraînent des changements positifs.

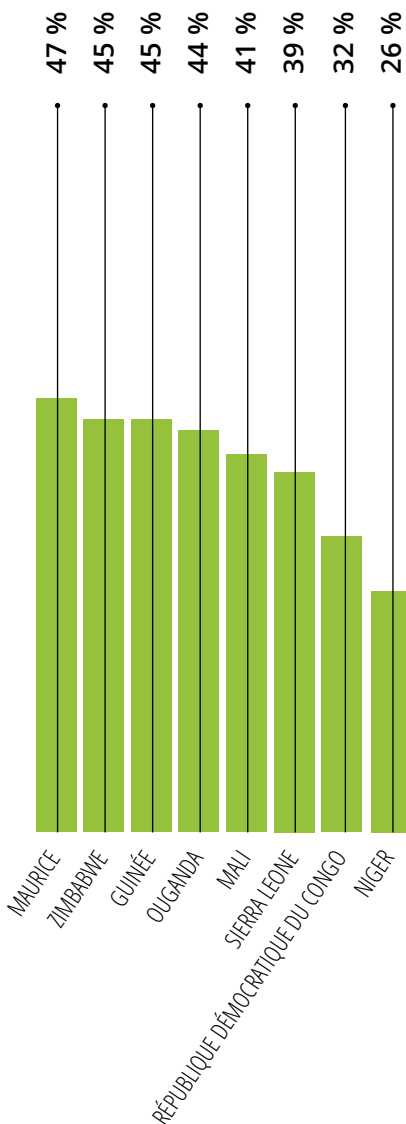
53 %

39 %

PENSENT QUE LES CITOYENS ORDINAIRES **PEUVENT CHANGER LA DONNE** DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

PENSENT QUE LES CITOYENS ORDINAIRES **NE PEUVENT PAS CHANGER LA DONNE** DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



Pourcentage de personnes d'accord²⁰

La dénonciation de la corruption

Le signalement des cas de corruption auprès des autorités compétentes est un aspect essentiel du travail anti-corruption. Pourtant, notre enquête montre que deux tiers des Africains pensent que les personnes qui dénoncent la corruption subissent des représailles²¹ et bon nombre d'entre eux considèrent également que les mécanismes de signalement sont inefficaces. Les représailles sont particulièrement redoutées au Gabon, en Eswatini, au Malawi, à Sao Tomé and Príncipe, en Ouganda, au Nigéria, au Kenya et au Togo. Plus de trois

quarts des citoyens de ces pays expriment de telles peurs. C'est en Gambie que la proportion de personnes craignant les représailles est la plus faible (39 %). Il reste toutefois inquiétant qu'un tel pourcentage soit le plus bas. Moins de la moitié des répondants (43 %) pensent que le signalement de la corruption est suivi d'effets.

Au Lesotho, à Maurice, au Cap-Vert, au Botswana, en Eswatini et en Gambie, la majorité des citoyens (au moins 55 %) estiment que le signalement de la corruption peut susciter un changement.

En revanche, cette proportion tombe à moins d'un tiers au Libéria, en Guinée, au Nigéria,

au Togo, au Gabon et en Namibie, où les citoyens sont nettement moins nombreux à penser que le signalement puisse être suivi d'actions (moins de 33 %).

Les mécanismes de signalement peuvent être efficaces pour dissuader les agents publics de prendre part à des actes de corruption. Toutefois, ces mécanismes ne seront pas utilisés si les victimes craignent de subir des représailles ou si elles les jugent inefficaces. Les systèmes de signalement à la disposition des lanceurs d'alerte doivent être sécurisés et garantir la confidentialité et l'anonymat de leurs utilisateurs. Les enquêtes doivent être dûment menées et les coupables poursuivis.

67 %

CRAIGNENT DES REPRÉSAILLES EN CAS DE DÉNONCIATION DE LA CORRUPTION

28 %

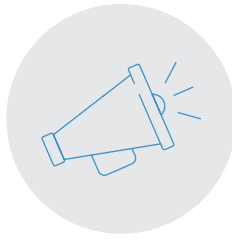
PENSENT POUVOIR DÉNONCER LA CORRUPTION LIBREMENT ET SANS CONSÉQUENCE

Centres d'assistance juridique et d'action citoyenne

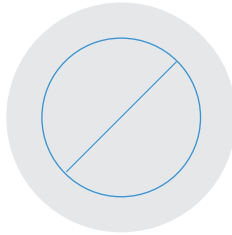
Dans un certain nombre de pays africains, les Centres d'assistance juridique et d'action citoyenne de Transparency International accompagnent les citoyens qui souhaitent signaler une situation de corruption vécue ou observée. Les États doivent appuyer et utiliser les mécanismes de ce type afin de veiller à ce que les plaintes soient examinées de façon sûre et efficace par les autorités compétentes.

L'espace civique

Les citoyens soutiennent largement la liberté d'intégrer des ONG ou des organisations de la société civile comme Transparency International, qui peuvent surveiller les situations de corruption et les abus de pouvoir de la part des autorités. C'est au Gabon, au Sénégal, à Madagascar et au Togo que la volonté de pouvoir adhérer librement à une ONG est la plus importante. Dans ces pays, plus de quatre citoyens sur cinq considèrent que chaque personne devrait pouvoir rejoindre une organisation si elle le souhaite.



62 % DES SONDES ESTIMENT QUE CHACUN DOIT ÊTRE LIBRE D'ADHÉRER À L'ORGANISATION DE SON CHOIX²².



EN REVANCHE, 33 % DES SONDES PENSENT QUE LE GOUVERNEMENT DOIT POUVOIR INTERDIRE TOUTE ORGANISATION NON CONFORME À SA LIGNE POLITIQUE²³.

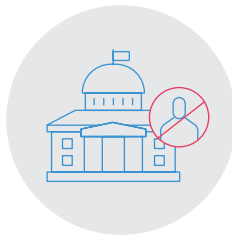
La responsabilité des États

La plupart des citoyens considèrent que les gouvernements ont des comptes à rendre à la population. Lorsque les citoyens participent à la prise de décision, les résultats sont plus susceptibles de servir les intérêts de tous plutôt que de quelques entreprises ou politiciens.

Les citoyens du Bénin, du Gabon, du Mali, du Togo et de la Gambie sont les plus ardents défenseurs de la notion de responsabilité du gouvernement. Dans ces pays, trois quarts des sondés considèrent que les gouvernements doivent rendre des comptes aux citoyens. En Afrique du Sud, en Tanzanie, à Madagascar, au Mozambique et en Namibie, les citoyens sont plus partagés. Près de la moitié d'entre eux préfèrent que le gouvernement obtienne des résultats concrets, même si cela signifie que les citoyens n'influent pas sur ses décisions.



62 % DES SONDES CONSIDÈRENT QUE LES CITOYENS DOIVENT POUVOIR DEMANDER DES COMPTES À LEUR GOUVERNEMENT, MÊME SI CELA RALENTIT LA PRISE DE DÉCISION²⁴.



EN REVANCHE, ILS SONT SEULEMENT 34 % À PENSER QU'IL EST PRÉFÉRABLE QUE LE GOUVERNEMENT OBTIENNE DES RÉSULTATS, MÊME SI CELA REVIENT À EXCLURE LES CITOYENS DE LA PRISE DE DÉCISION²⁵.

CONCLUSION

La dernière édition du *Baromètre mondial de la corruption – Afrique* de Transparency International s'appuie essentiellement sur les données tirées de la septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre. Ses résultats mettent en lumière une insatisfaction générale des citoyens concernant l'avancée des la lutte contre la corruption.

Bien que les perceptions sur l'étendue de la corruption varient considérablement à travers le continent, la plupart des citoyens considèrent que le problème s'accroît, que leur gouvernement n'en fait pas assez et que la pratique des pots-de-vin reste bien trop répandue dans de nombreux pays. Les résultats des enquêtes menées en RDC, au Soudan et au Gabon sont particulièrement préoccupants. Les niveaux toujours plus élevés de corruption ainsi que le mécontentement vis-à-vis des mesures prises par les gouvernements pour corriger la situation montrent que ces pays doivent impérativement s'engager plus fermement dans la lutte contre la corruption. En Sierra Leone et au Libéria, la prévalence des pots-de-vin dans l'accès aux services publics est aussi un problème urgent. Les citoyens doivent pouvoir accéder aux services publics essentiels sans devoir payer de pots-de-vin. Cependant, certains pays semblent plus efficaces que d'autres dans la lutte contre la

corruption, au moins d'après l'opinion de leurs citoyens. D'une manière générale, les citoyens du Cap-Vert et de Maurice considèrent que le secteur public est relativement épargné par la corruption. La pratique des pots-de-vin en échange de services publics semble moins répandue dans ces pays. En Gambie, les citoyens pensent que la corruption a diminué récemment et que les mesures gouvernementales se sont améliorées. La situation du pays étant désormais moins stable, les opinions des citoyens sur les derniers changements devront être recueillies lors de prochaines enquêtes. Les États africains doivent s'engager à mettre en œuvre des mesures anti-corruption. Pour cela, ils doivent adopter et faire respecter des cadres juridiques détaillés, renforcer leurs institutions, veiller à garantir une passation de marchés éthique et promouvoir la transparence du financement des partis politiques. Ils doivent aussi protéger les lanceurs d'alerte et soutenir les droits civiques et politiques tout en

coopérant avec les autres pays qui enquêtent sur la corruption. La création de registres publics précisant les noms des propriétaires de sociétés-écrans et les mesures visant à récupérer les actifs volés sont aussi des démarches cruciales. Toutes les grandes économies et les centres financiers offshore ont un rôle à jouer. Pour empêcher que l'argent sale volé en Afrique quitte le continent, ces pays et paradis fiscaux doivent lutter contre le blanchiment d'argent, faciliter le rapatriement des avoirs volés et créer des registres publics. Ils doivent aussi faire respecter véritablement la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers afin de s'assurer que leurs propres entreprises ne renforcent pas la corruption en Afrique. Les citoyens africains méritent de vivre dans des pays exempts de corruption. Les leaders du continent africain et du monde entier doivent agir sans tarder, avec détermination et intégrité.

NOTES MÉTHODOLOGIQUES

La 10^e édition du *Baromètre mondial de la corruption – Afrique* a été réalisée par Afrobaromètre, dans le cadre de sa septième série d'enquêtes, en collaboration avec Transparency International. Une enquête distincte sur la République démocratique du Congo a été menée par Omega Research, à la demande de Transparency International.

Afrobaromètre

Depuis sa fondation en 1999, Afrobaromètre sonde l'opinion des citoyens africains sur des thématiques telles que la démocratie, la gouvernance, la gestion économique ou encore la confiance. L'organisation dissémine ces données pour faire entendre la voix des citoyens lors de l'élaboration des politiques publiques et pour demander des comptes aux gouvernements. Afrobaromètre dirige un réseau de recherche panafricain et non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique dans les pays africains. Les techniques d'interview personnelle assistée par ordinateur sont utilisées pour réaliser des entretiens en face à face dans la langue souhaitée par le répondant. Des échantillons représentatifs à l'échelle nationale comptant 1 200 à 2 400 répondants produisent des résultats nationaux avec une marge d'erreur maximum de +/-3 points de pourcentage et un niveau de confiance de 95 %. Le présent rapport

s'appuie sur des données tirées de 45 823 entretiens menés dans 34 pays (où vivent près de 80 % de la population du continent) de septembre 2016 à septembre 2018. Les données ont été pondérées afin de constituer des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

Unies par des objectifs communs, Transparency International et Afrobaromètre coopèrent depuis 2014 pour collecter des données sur les perceptions et les expériences de la corruption par les citoyens africains.

Omega Research

L'enquête sur la République démocratique du Congo a été organisée et réalisée par Omega Research. L'ensemble du travail de terrain a été effectué au moyen d'entretiens en face à face dans les langues suivantes : anglais, français, lingala et swahili. Les techniques d'interview personnelle assistée par ordinateur ont été employées pour mener ces entretiens. Une

méthode aléatoire et probabiliste d'échantillonnage en grappes stratifiées a été utilisée. L'échantillon a été stratifié par région et niveau d'urbanisation. Les unités secondaires d'échantillonnage ont été sélectionnées à trois heures maximum de la route la plus proche. Les ménages ont été sélectionnés au hasard lors de marches aléatoires. Le répondant a été sélectionné de façon aléatoire parmi tous les adultes du ménage à l'aide de la méthode de la grille de Kish. Les résultats ont été pondérés pour assurer une représentativité à l'échelle nationale d'après les données démographiques disponibles.

Les résultats présentent une marge d'erreur de +/- 2,8 points de pourcentage et un niveau de confiance de 95 %.

Pondération

Pour les moyennes englobant plusieurs pays, un facteur de pondération supplémentaire a été appliqué afin d'uniformiser les tailles des échantillons des différents pays. Les résultats valant pour toute l'Afrique équivalent à une moyenne des pays sondés.

Pays	Organisation chargée de l'enquête	Dates du travail de terrain	Taille de l'échantillon
Pays sondés par Afrobaromètre			
Afrique du Sud	Plus 94	30 juill.-26 sept. 2018	1 840
Bénin	Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP)	24 déc. 2016-2 janv. 2017	1 200
Botswana	Star Awards (Pty) Ltd	21 juin-5 juill. 2017	1 198
Burkina Faso	Centre pour la gouvernance démocratique du Burkina Faso (GCD)	2-18 oct. 2017	1 200
Cameroun	Centre d'études et de recherche en économie et gestion (CEREG), université de Yaoundé II	7-25 mai 2018	1 202
Cap-Vert	Afrosondagem	20 nov.-6 déc. 2017	1 200
Côte d'Ivoire	Centre de recherche et de formation sur le développement intégré (CREFDI)	30 déc. 2016-11 janv. 2017	1 200
Eswatini	ActivQuest	13-28 mars 2018	1 200
Gabon	Centre d'études et de recherche en géosciences politiques et prospective (CERGEP)	2-14 nov. 2017	1 199
Gambie	Center for Policy Research and Strategic Studies (CEPRASS)	23-juill.-12 août 2018	1 200
Ghana	Center for Democratic Development (CDD-Ghana)	9-25 sept. 2017	2 400
Guinée	DG Stat View International	13-31 mai 2017	1 194
Kenya	Institute for Development Studies, université de Nairobi	13 sept.-8 oct. 2016	1 599
Lesotho	Advison (PTY) Limited	25 nov.-11 déc. 2017	1 200
Libéria	The Khana Group	19 juin-16 juill. 2018	1 200
Madagascar	COEF Resources	20 janv.-26 févr. 2018	1 200
Malawi	Centre for Social Research, université du Malawi	26 déc. 2016-14 févr. 2017	1 200
Mali	Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT)	8-24 févr. 2017	1 200
Maroc	Global for Survey and Consulting (GSC)	13-28 mai 2018	1 200
Maurice	StraConsult Ltd	30 sept.-1 nov. 2017	1 200
Mozambique	IPSOS Limited (Mozambique)	13 juin-3 sept. 2018	2 392
Namibie	Survey Warehouse	6 nov.-21 déc. 2017	1 200
Niger	Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL)	13-30 avr. 2018	1 200
Nigéria	Practical Sampling International (PSI)	26 avr.-10 mai 2017	1 600
Ouganda	Hatchile Consult Ltd	26 déc. 2016-8 janv. 2017	1 200
Sao Tomé-et-Principe	Afrosondagem	29 juin-22 juill. 2018	1 200
Sénégal	Carrefour d'études et de recherches-action pour la démocratie et le développement (CERADD)	2-19 déc. 2017	1 200
Sierra Leone	ITASCAP Limited	6-28 juill. 2018	1 200
Soudan	Sudan Polling Survey Center	22-juill.-25 août 2018	1 200
Tanzanie	REPOA Policy Research for Development	30 avr.-17 juin 2017	2 400
Togo	Center for Research and Opinion Polls (CROP)	11-23 nov. 2017	1 200
Tunisie	One-to-One Research and Polling (121)	31 mars-7 mai 2018	1 199
Zambie	RuralNet	8-25 avr. 2017	1 200
Zimbabwe	Mass Public Opinion Institute	28 janv.-10 févr. 2017	1 200

Enquête complémentaire

République démocratique du Congo	Omega Research	5 févr.-29 mars 2018	1 282
----------------------------------	----------------	----------------------	-------

FICHES PAYS



BÉNIN



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	26 %	27 %
Écoles publiques	9 %	10 %
Hôpitaux et centres de santé publics	13 %	12 %
État civil	26 %	14 %
Services collectifs	20 %	23 %
Forces de police	18 %	52 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	74 %	34 %
Il a diminué.	17 %	44 %
Il est resté le même.	7 %	21 %
Je ne sais pas.	2 %	1 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	42 %	55 %
Non	49 %	43 %
Ni oui ni non	5 %	1 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %	1 %

34 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

27 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

54 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

55 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	51 %	43 %
Parlementaires	46 %	42 %
Fonctionnaires d'État	54 %	46 %
Administrations locales	48 %	42 %
Forces de police	54 %	55 %
Juges et magistrats	48 %	46 %
Chefs religieux	20 %	22 %
ONG	-	28 %
Chefs d'entreprise	64 %	53 %
Chefs traditionnels	26 %	28 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	19 %	44 %
Inefficace	79 %	54 %
Je ne sais pas.	2 %	2 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



BURKINA FASO



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	11 %	16 %
Écoles publiques	9 %	9 %
Hôpitaux et centres de santé publics	4 %	5 %
État civil	9 %	11 %
Services collectifs	5 %	12 %
Forces de police	8 %	21 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	28 %	28 %
Il a diminué.	48 %	54 %
Il est resté le même.	18 %	15 %
Je ne sais pas.	5 %	3 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	61 %	62 %
Non	31 %	35 %
Ni oui ni non	4 %	2 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %	1 %

28 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

16 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

44 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

62 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	27 %	24 %
Parlementaires	30 %	28 %
Fonctionnaires d'État	32 %	31 %
Administrations locales	28 %	27 %
Forces de police	28 %	29 %
Juges et magistrats	34 %	31 %
Chefs religieux	9 %	17 %
ONG	-	22 %
Chefs d'entreprise	57 %	38 %
Chefs traditionnels	11 %	17 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	45 %	51 %
Inefficace	49 %	44 %
Je ne sais pas.	5 %	5 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



CAMEROUN



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	47 %	48 %
Écoles publiques	32 %	27 %
Hôpitaux et centres de santé publics	31 %	22 %
État civil	34 %	35 %
Services collectifs	34 %	39 %
Forces de police	34 %	37 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	44 %	72 %
Il a diminué.	31 %	13 %
Il est resté le même.	17 %	10 %
Je ne sais pas.	8 %	5 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	56 %	53 %
Non	35 %	41 %
Ni oui ni non	5 %	3 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	5 %	4 %

72 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

48 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

64 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

53 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	34 %	48 %
Parlementaires	35 %	43 %
Fonctionnaires d'État	45 %	54 %
Administrations locales	36 %	42 %
Forces de police	55 %	63 %
Juges et magistrats	51 %	54 %
Chefs religieux	18 %	23 %
ONG	-	31 %
Chefs d'entreprise	52 %	49 %
Chefs traditionnels	27 %	35 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	37 %	27 %
Inefficace	57 %	64 %
Je ne sais pas.	6 %	8 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



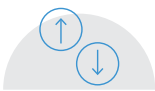
CÔTE D'IVOIRE



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	34 %	34 %
Écoles publiques	17 %	18 %
Hôpitaux et centres de santé publics	18 %	16 %
État civil	29 %	31 %
Services collectifs	13 %	20 %
Forces de police	26 %	43 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	32 %	40 %
Il a diminué.	46 %	32 %
Il est resté le même.	20 %	24 %
Je ne sais pas.	3 %	4 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	55 %	55 %
Non	38 %	33 %
Ni oui ni non	4 %	5 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %	7 %

40 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

34 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

58 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

55 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	24 %	27 %
Parlementaires	24 %	30 %
Fonctionnaires d'État	29 %	33 %
Administrations locales	31 %	32 %
Forces de police	49 %	49 %
Juges et magistrats	35 %	31 %
Chefs religieux	8 %	13 %
ONG	-	18 %
Chefs d'entreprise	53 %	44 %
Chefs traditionnels	10 %	15 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	44 %	31 %
Inefficace	53 %	58 %
Je ne sais pas.	3 %	10 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	1 %



GABON



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	35 %	35 %
Écoles publiques	27 %	23 %
Hôpitaux et centres de santé publics	20 %	23 %
État civil	22 %	20 %
Services collectifs	42 %	36 %
Forces de police	24 %	21 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	52 %	80 %
Il a diminué.	19 %	7 %
Il est resté le même.	25 %	12 %
Je ne sais pas.	3 %	1 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	67 %	57 %
Non	32 %	41 %
Ni oui ni non	0 %	2 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	1 %	1 %

80 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

35 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

87 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

57 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	63 %	71 %
Parlementaires	57 %	71 %
Fonctionnaires d'État	61 %	75 %
Administrations locales	54 %	64 %
Forces de police	63 %	75 %
Juges et magistrats	50 %	68 %
Chefs religieux	36 %	45 %
ONG	-	40 %
Chefs d'entreprise	55 %	54 %
Chefs traditionnels	35 %	44 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	14 %	12 %
Inefficace	86 %	87 %
Je ne sais pas.	0 %	2 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



GUINÉE



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	35 %	42 %
Écoles publiques	24 %	23 %
Hôpitaux et centres de santé publics	25 %	23 %
État civil	34 %	47 %
Services collectifs	26 %	33 %
Forces de police	37 %	61 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	38 %	62 %
Il a diminué.	42 %	23 %
Il est resté le même.	14 %	11 %
Je ne sais pas.	7 %	3 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	46 %	45 %
Non	46 %	48 %
Ni oui ni non	1 %	4 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	6 %	3 %

62 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

42 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

76 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

45 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	32 %	48 %
Parlementaires	24 %	44 %
Fonctionnaires d'État	32 %	51 %
Administrations locales	24 %	42 %
Forces de police	38 %	57 %
Juges et magistrats	38 %	63 %
Chefs religieux	8 %	11 %
ONG	-	22 %
Chefs d'entreprise	34 %	56 %
Chefs traditionnels	13 %	16 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	33 %	17 %
Inefficace	61 %	76 %
Je ne sais pas.	6 %	7 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



MADAGASCAR



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	16 %	27 %
Écoles publiques	6 %	12 %
Hôpitaux et centres de santé publics	9 %	21 %
État civil	12 %	21 %
Services collectifs	7 %	14 %
Forces de police	24 %	36 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	73 %	76 %
Il a diminué.	12 %	10 %
Il est resté le même.	14 %	10 %
Je ne sais pas.	1 %	4 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	70 %	64 %
Non	21 %	24 %
Ni oui ni non	8 %	9 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	0 %	2 %

76 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

27 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

83 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

64 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	28 %	33 %
Parlementaires	35 %	31 %
Fonctionnaires d'État	35 %	34 %
Administrations locales	13 %	17 %
Forces de police	49 %	44 %
Juges et magistrats	49 %	39 %
Chefs religieux	4 %	5 %
ONG	-	9 %
Chefs d'entreprise	32 %	18 %
Chefs traditionnels	3 %	5 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	9 %	10 %
Inefficace	90 %	83 %
Je ne sais pas.	1 %	7 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



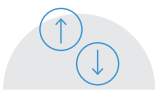
MAROC



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	48 %	31 %
Écoles publiques	13 %	6 %
Hôpitaux et centres de santé publics	38 %	32 %
État civil	33 %	18 %
Services collectifs	29 %	13 %
Forces de police	39 %	31 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	26 %	53 %
Il a diminué.	24 %	12 %
Il est resté le même.	42 %	26 %
Je ne sais pas.	7 %	9 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	50 %	49 %
Non	25 %	24 %
Ni oui ni non	18 %	15 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	7 %	12 %

53 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

31 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

74 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

49 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	20 %	39 %
Parlementaires	36 %	41 %
Fonctionnaires d'État	35 %	37 %
Administrations locales	39 %	38 %
Forces de police	34 %	24 %
Juges et magistrats	34 %	26 %
Chefs religieux	10 %	11 %
ONG	-	22 %
Chefs d'entreprise	34 %	28 %
Chefs traditionnels	21 %	26 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	30 %	13 %
Inefficace	64 %	74 %
Je ne sais pas.	6 %	13 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



MAURICE



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	1 %	5 %
Écoles publiques	0 %	1 %
Hôpitaux et centres de santé publics	0 %	2 %
État civil	0 %	2 %
Services collectifs	2 %	3 %
Forces de police	5 %	5 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	69 %	61 %
Il a diminué.	7 %	11 %
Il est resté le même.	21 %	23 %
Je ne sais pas.	3 %	6 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	56 %	47 %
Non	34 %	31 %
Ni oui ni non	7 %	14 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %	8 %

61 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

5 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

62 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

47 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	16 %	22 %
Parlementaires	19 %	23 %
Fonctionnaires d'État	16 %	14 %
Administrations locales	15 %	18 %
Forces de police	22 %	19 %
Juges et magistrats	9 %	13 %
Chefs religieux	11 %	8 %
ONG	-	12 %
Chefs d'entreprise	22 %	18 %
Chefs traditionnels	-	-



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	25 %	32 %
Inefficace	71 %	62 %
Je ne sais pas.	4 %	5 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



NIGER



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	10 %	23 %
Écoles publiques	4 %	7 %
Hôpitaux et centres de santé publics	5 %	10 %
État civil	9 %	19 %
Services collectifs	2 %	14 %
Forces de police	16 %	40 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	44 %	62 %
Il a diminué.	32 %	22 %
Il est resté le même.	14 %	11 %
Je ne sais pas.	10 %	5 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	42 %	26 %
Non	50 %	70 %
Ni oui ni non	5 %	3 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %	1 %

62 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

23 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

57 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

26 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	22 %	27 %
Parlementaires	24 %	31 %
Fonctionnaires d'État	23 %	32 %
Administrations locales	29 %	24 %
Forces de police	27 %	33 %
Juges et magistrats	23 %	27 %
Chefs religieux	13 %	12 %
ONG	-	13 %
Chefs d'entreprise	46 %	37 %
Chefs traditionnels	21 %	19 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	46 %	30 %
Inefficace	47 %	57 %
Je ne sais pas.	8 %	13 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2019
Taux de corruption global	80 %
Écoles publiques	59 %
Hôpitaux et centres de santé publics	43 %
État civil	70 %
Services collectifs	72 %
Forces de police	75 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2019
Il a augmenté.	85 %
Il a diminué.	3 %
Il est resté le même.	9 %
Je ne sais pas.	3 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT- ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2019
Oui	32 %
Non	50 %
Ni oui ni non	15 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	3 %

85 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

80 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

80 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

32 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2019
Présidence ou primature	82 %
Parlementaires	79 %
Fonctionnaires d'État	66 %
Administrations locales	68 %
Forces de police	81 %
Juges et magistrats	74 %
Chefs religieux	27 %
ONG	35 %
Chefs d'entreprise	51 %
Chefs traditionnels	43 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2019
Efficace	13 %
Inefficace	80 %
Je ne sais pas.	7 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %



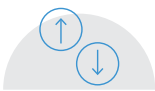
SÉNÉGAL



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	8 %	15 %
Écoles publiques	3 %	6 %
Hôpitaux et centres de santé publics	3 %	7 %
État civil	8 %	8 %
Services collectifs	4 %	10 %
Forces de police	5 %	16 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	34 %	43 %
Il a diminué.	43 %	29 %
Il est resté le même.	14 %	16 %
Je ne sais pas.	9 %	11 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	49 %	52 %
Non	43 %	40 %
Ni oui ni non	3 %	1 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	5 %	7 %

43 % pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

15 % des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

53 % pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

52 % pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	22 %	23 %
Parlementaires	24 %	24 %
Fonctionnaires d'État	24 %	26 %
Administrations locales	24 %	23 %
Forces de police	31 %	29 %
Juges et magistrats	24 %	24 %
Chefs religieux	7 %	8 %
ONG	-	12 %
Chefs d'entreprise	38 %	28 %
Chefs traditionnels	8 %	9 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	47 %	32 %
Inefficace	46 %	53 %
Je ne sais pas.	7 %	15 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



TOGO



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	26 %	32 %
Écoles publiques	10 %	14 %
Hôpitaux et centres de santé publics	11 %	12 %
État civil	27 %	27 %
Services collectifs	22 %	33 %
Forces de police	28 %	43 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	39 %	57 %
Il a diminué.	35 %	17 %
Il est resté le même.	15 %	17 %
Je ne sais pas.	11 %	10 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	53 %	60 %
Non	42 %	29 %
Ni oui ni non	3 %	6 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	2 %	5 %

57 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

32 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

68 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

60 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	37 %	51 %
Parlementaires	35 %	49 %
Fonctionnaires d'État	39 %	54 %
Administrations locales	37 %	47 %
Forces de police	44 %	55 %
Juges et magistrats	48 %	55 %
Chefs religieux	17 %	23 %
ONG	-	23 %
Chefs d'entreprise	58 %	34 %
Chefs traditionnels	35 %	39 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	31 %	21 %
Inefficace	61 %	68 %
Je ne sais pas.	8 %	11 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



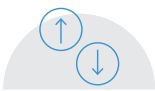
TUNISIE



TAUX DE CORRUPTION*

* D'après les personnes ayant utilisé ces services publics au cours des 12 derniers mois

	2015	2019
Taux de corruption global	9 %	18 %
Écoles publiques	2 %	8 %
Hôpitaux et centres de santé publics	8 %	11 %
État civil	3 %	12 %
Services collectifs	4 %	10 %
Forces de police	8 %	17 %



COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL ÉVOLUÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ?

	2015	2019
Il a augmenté.	64 %	67 %
Il a diminué.	19 %	12 %
Il est resté le même.	12 %	14 %
Je ne sais pas.	4 %	7 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %



LES CITOYENS ORDINAIRES PEUVENT-ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Oui	71 %	59 %
Non	27 %	36 %
Ni oui ni non	1 %	1 %
Je ne sais pas / ne souhaite pas répondre	1 %	3 %

67 %

pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois

18 %

des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois

64 %

pensent que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption

59 %

pensent que les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption



LA CORRUPTION PAR INSTITUTION*

* Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2015	2019
Présidence ou primature	18 %	25 %
Parlementaires	17 %	30 %
Fonctionnaires d'État	31 %	31 %
Administrations locales	32 %	27 %
Forces de police	26 %	23 %
Juges et magistrats	17 %	16 %
Chefs religieux	15 %	18 %
ONG	-	24 %
Chefs d'entreprise	47 %	28 %
Chefs traditionnels	9 %	16 %



LE GOUVERNEMENT EST-IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

	2015	2019
Efficace	31 %	25 %
Inefficace	62 %	64 %
Je ne sais pas.	7 %	11 %
Je ne souhaite pas répondre.	0 %	0 %

NOTES DE FIN

1 Afrobaromètre a mené des enquêtes dans les pays suivants : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'eSwatini (ancien Swaziland) le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe. Omega Research a réalisé l'enquête en République démocratique du Congo (RDC).

2 Pour calculer le nombre total de personnes ayant versé des pots-de-vin en Afrique, nous avons utilisé les taux de corruption nationaux (le pourcentage d'adultes qui ont payé un pot-de-vin dans le pays) pour connaître le nombre de personnes ayant versé des pots-de-vin dans chaque pays. Nous avons ensuite additionné les projections du nombre de personnes ayant versé des pots-de-vin dans les 35 pays, ce qui a donné un total de 129,6 millions. Afin de faciliter la lecture du présent rapport, nous avons arrondi ce chiffre à 130 millions. Source : Population de plus de 18 ans d'après les estimations des Nations Unies.

3 Source : Septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research.

Q. D'après vous, le niveau de corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté le même dans le pays au cours de l'année passée ? Possibilités de réponses : il a fortement augmenté ; il a légèrement augmenté ; il est resté le même ; il a légèrement diminué ; il a fortement diminué ; je ne sais pas. Base : tous les répondants présents.

4 6 % des répondants ont dit « Je ne sais pas ».

5 Transparency International (2019), End corruption to protect human rights in Sudan https://www.transparency.org/news/pressrelease/end_corruption_to_protect_human_rights_in_sudan

6 BBC (2017), Gambia elections: President-elect Adama Barrow's life story, <https://www.bbc.com/news/world-africa-38185428>

7 Courtright, J. (2018) Tensions escalate in the new Gambia, New Internationalist, <https://newint.org/features/web-exclusive/2018/03/21/division-threatens-gambia>

8 ENCA (2019), More than half of Madagascar MPs suspected of corruption, <https://www.enca.com/news/more-half-madagascar-mps-suspected-corruption>

9 Export.Gov (2016) Lesotho – Corruption, <https://www.export.gov/article?id=Lesotho-Corruption>

10 Gouvernement du Lesotho (2018), PM urges all to stop corruption, <https://www.gov.ls/pm-urges-all-to-stop-corruption/>

11 Source : Septième série

d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research. Q. D'après vous, le gouvernement actuel est-il efficace ou inefficace sur les aspects suivants ? Il est possible que vous n'ayez pas les informations suffisantes pour répondre à cette question. « La lutte contre la corruption par le gouvernement » Possibilités de réponses : très inefficace ; plutôt inefficace ; plutôt efficace ; très efficace ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants présents.

12 Source : Septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research. Q. D'après vous, les personnes travaillant dans les institutions suivantes sont-elles impliquées dans la corruption ? Il est possible que vous n'ayez pas les informations suffisantes pour répondre à cette question. Possibilités de réponses : pas du tout ; certaines ; la plupart ; toutes ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants présents.

13 Source : Septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research. Q. Réponses groupées. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été en contact avec a) un établissement scolaire public, b) un établissement

de santé public, c) un service public délivrant des documents officiels (p. ex., acte de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur ou autorisation), d) des services publics assurant le raccordement à l'eau, à l'assainissement ou à l'électricité, e) la police – pour obtenir une assistance ou f) la police – à un poste de contrôle, pendant un contrôle d'identité ou un contrôle routier, ou dans le cadre d'une enquête ? Pour chaque service, la question suivante a ensuite été posée aux répondants ayant répondu positivement à la question précédente : « Avez-vous dû verser un pot-de-vin, offrir un cadeau ou rendre un service et, si oui, combien de fois ? » Possibilités de réponses : jamais ; une fois ou deux ; parfois ; souvent ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants ayant été en contact avec au moins un service au cours des 12 derniers mois. Les pourcentages couvrent les répondants qui disent avoir dû payer un pot-de-vin au moins une fois pour un service.

14 Le calcul relatif aux pots-de-vin est réalisé en regroupant les réponses des répondants qui disent avoir versé un pot-de-vin au moins une fois à l'un de services publics suivants : établissements scolaires, hôpitaux et centres de santé, services délivrant des documents officiels, services collectifs ou forces de police (pour obtenir une assistance ou lors d'un contrôle). Base : tous les

répondants ayant indiqué avoir été en contact avec l'un de ces services au cours des 12 derniers mois. N = 39 983 répondants

15 D'après les données démographiques de 2015, en excluant les moins de 18 ans.

16 FPA (2019), Sierra Leone Takes in Seeking Justice for Misused Ebola Fund as Liberia Still Relaxed over Corruption Allegation, <https://frontpageafricaonline.com/news/sierra-leone-takes-in-seeking-justice-for-misused-ebola-fund-as-liberia-still-relaxed-over-corruption-allegation/>

17 Source : Septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research. Q. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été en contact avec a) un établissement scolaire public, b) un établissement de santé public, c) un service public délivrant des documents officiels (p. ex., acte de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur ou autorisation), d) des services publics assurant le raccordement à l'eau, à l'assainissement ou à l'électricité, e) la police – pour obtenir une assistance ou f) la police – à un poste de contrôle, pendant un contrôle d'identité ou un contrôle routier, ou dans le cadre d'une enquête ? La question suivante a ensuite été posée pour chaque service aux répondants ayant répondu positivement à la question précédente : « Avez-vous dû verser un pot-de-vin, offrir un

cadeau ou rendre un service et, si oui, combien de fois ? » Possibilités de réponses : jamais ; une fois ou deux ; parfois ; souvent ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants ayant été en contact avec chaque service au cours des 12 derniers mois. Les pourcentages couvrent les répondants qui disent avoir dû payer un pot-de-vin au moins une fois.

18 Q. Réponses groupées à six questions concernant les échanges avec des services publics. Base : tous les répondants ayant été en contact avec au moins un des cinq services publics au cours des 12 derniers mois. Les pourcentages couvrent les répondants qui disent avoir dû payer un pot-de-vin au moins une fois pour un service.

19 Les conclusions s'appuient sur l'indice de pauvreté vécue d'Afrobaromètre, qui utilise une échelle de 1 à 4 pour mesurer dans quelle mesure les populations n'ont pas accès aux premières nécessités (nourriture, eau potable, soins médicaux ou médicaments, combustible de cuisine et revenu pécuniaire).

20 Source : Septième série d'enquêtes d'Afrobaromètre menée dans 34 pays. Les données pour la RDC proviennent de l'enquête réalisée par Omega Research. Q. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec l'énoncé suivant : Les citoyens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption. Possibilités de

réponses : pas du tout d'accord ; pas d'accord ; ni d'accord ni pas d'accord ; d'accord ; tout à fait d'accord ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants présents.

21 Q. Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler des incidents de corruption sans crainte ou redoutent-ils de subir des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils le font ? Possibilités de réponses : ils peuvent dénoncer la corruption sans crainte ; ils redoutent de subir des représailles ; je ne sais pas ; je ne souhaite pas répondre. Base : tous les répondants présents.

22 Cette question n'a pas été posée en RDC.

23 Q. Parlons un peu du type de société à laquelle vous aspirez pour ce pays. Parmi les énoncés suivants, lequel correspond le mieux à vos aspirations ? Veuillez choisir l'un des deux énoncés.

Énoncé 1 : Le gouvernement doit pouvoir interdire toute organisation non conforme à sa ligne politique.

Énoncé 2 : Nous devons pouvoir adhérer à l'organisation de notre choix, qu'elle soit approuvée ou non par le gouvernement. Possibilités de réponses : Êtes-vous d'accord ou tout à fait d'accord ? Base : tous les répondants présents.

24 Cette question n'a pas été posée en RDC.

25 Parmi les énoncés suivants, lequel correspond le plus à vos aspirations ? Veuillez choisir l'un des deux énoncés. Énoncé 1 : Il

est préférable que le gouvernement obtienne des résultats, même si cela revient à nous exclure de la prise de décision. Énoncé 2 : Les citoyens doivent pouvoir demander des comptes au gouvernement, même si cela ralentit la prise de décision. Possibilités de réponses : Êtes-vous d'accord ou tout à fait d'accord ? Base : tous les répondants présents.

JOIGNEZ-VOUS À NOUS POUR QUE CELA CHANGE

Remerciements

Ce rapport a reçu un soutien généreux de la part d'Ernst & Young et d'Affaires mondiales Canada.

Nous les remercions chaleureusement pour leur contribution. La responsabilité du contenu incombe entièrement aux auteurs. Les contributeurs ne partagent pas nécessairement les opinions et interprétations exprimées.

Pour consulter la liste complète des contributeurs et savoir comment soutenir notre travail, veuillez visiter le site Internet suivant : www.transparency.org

PARTICIPEZ

Utilisez les réseaux sociaux pour nous suivre, donner votre avis et discuter de la corruption avec des citoyens du monde entier.



APPRENEZ

Consultez notre site Internet pour découvrir le travail que nous menons dans plus de 100 pays et inscrivez-vous pour recevoir les dernières informations sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

DONNEZ

Votre don nous aidera à soutenir les milliers de victimes de la corruption, à élaborer de nouveaux outils, à mener des études et à pousser les États et les entreprises à tenir leurs promesses. Nous voulons bâtir un monde meilleur et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y parvenir.

transparency.org/donate



Transparency International
Secrétariat international
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

Téléphone : +49 30 34 38 200
Télécopie : +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : voices.transparency.org
Facebook : /transparencyinternational
Twitter : @anticorruption